

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction de la Préparation et du Suivi du Budget

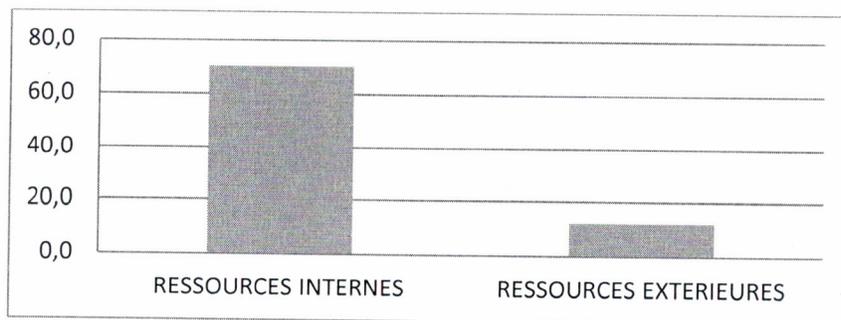
COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN DECEMBRE 2015 (SITUATION PROVISOIRE)

Les états de suivi budgétaire provisoires à fin décembre 2015 renseignent le niveau global de l'exécution des dépenses de **4.445.786.144.781 FC** contre les prévisions de l'ordre de **7.586.218.963.428 FC**, soit un taux d'exécution de **58,6%**.

En ressources internes, les dépenses effectuées s'élèvent à **4.253.073.695.817 FC** contre une prévision de **6.055.175.659.029 FC**, soit un taux d'exécution de **70,2%**.

En ressources extérieures, les dépenses effectuées s'élèvent à **192.712.448.963 FC** contre une prévision de **1.531.043.304.399 FC**, soit un taux d'exécution de **12,6%**.

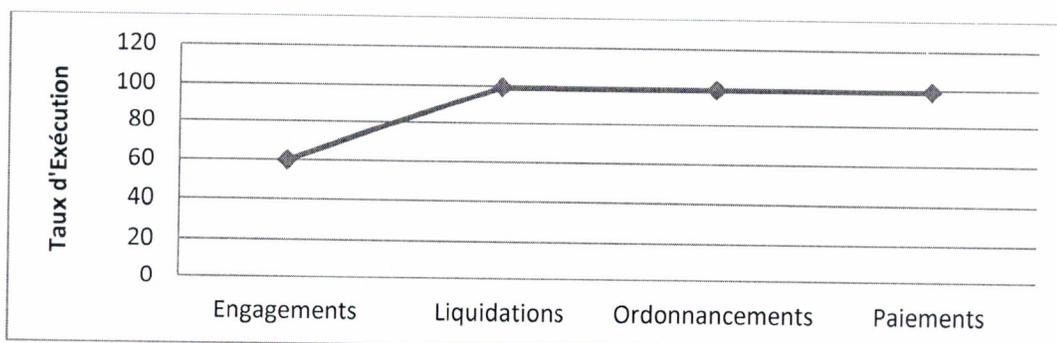
Graph.1 : Exécution en pourcentage du Budget général (Ressources internes et extérieures)



I. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense affichent le comportement ci-après :

- **Engagements** : **4.552.738.509.659 FC**, contre une prévision annuelle de **7.586.218.963.428 FC**, soit un taux de **60,0%** ;
- **Liquidations** : **4.528.756.740.351 FC** correspondant au taux de **99,5%** par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancements** : **4.487.240.328.828 FC**, renseignant le taux de **99,1%** par rapport aux liquidations ;
- **Paiements** : **4.445.786.144.781 FC** indiquant le taux de **99,1%** par rapport aux ordonnancements.

Graph.2 : Exécution en pourcentage des étapes de la dépense



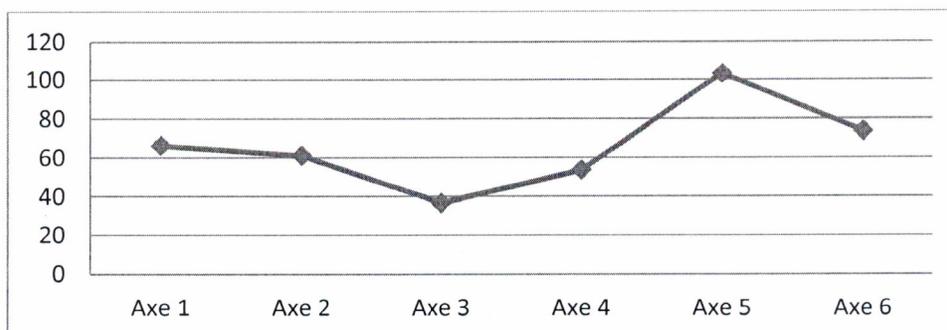
DPSB
5/12/15

II. La mise en œuvre du **Programme d'Action du Gouvernement** à fin décembre 2015 montre l'évolution ci-après :

1. **Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat : 66,5%** contre **63,1%** à fin novembre, essentiellement la réalisation des actions concourant :
 - à la Phase 2 du Parc Agro-industriel de Bukanga-Lonzo et du marché International de Maluku ;
 - au maintien de l'ordre public et de l'intégrité territoriale ;
 - à l'organisation du dialogue politique national inclusif ;
2. **Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi : 61,2%** contre **63,3%** à fin novembre, principalement pour le paiement:
 - de la rétrocession en faveur des administrations financières (**DGDA, DGI, DGRAD**);
 - des travaux de construction des postes dans le site de BUKANGA-LONZO
 - du recrutement d'un bureau d'études Congolais pour la réalisation de l'audit technique ;
 - des frais de gestion d'exploitation technique des sites et adaptation des émetteurs intérieurs.
3. **Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base: 36,7%** contre **34,5%** à fin novembre, spécialement pour le paiement au titre des dépenses liées :
 - à la réhabilitation de 7 immeubles de la place " ROYAL ";
 - aux travaux en régie par l'Office des Routes ;
 - à la réhabilitation du bateau MS-GUNGU ainsi que 3 barges ;
 - à la construction de l'immeuble du Gouvernement;
 - à la construction de 7 passerelles sur le boulevard LUMUMBA;
 - à la construction des stades municipaux ;
4. **Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population : 53,7%** contre **51,4%** à fin novembre, notamment pour le paiement au titre:
 - des factures de l'**ACB** pour la paie des Agents et Fonctionnaires de l'Etat ;
 - de réalisation du Programme d'Equipements des Structures Sanitaires (**PSS**) ;
 - la mécanisation de **291** nouveaux Docteurs à thèse non payés ou sous-payés.
5. **Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté : 103,2%** contre **101,4%** à fin novembre, spécialement pour le paiement de :
 - Frais de fonctionnement en faveur des Centre de recherche et Ecoles spécialisées ;
 - frais de fonctionnement en faveur de **CNM/TNT**;
 - travaux pour l'achèvement du collecteur du **CREN-K**;
6. **Renforcer la diplomatie et la coopération au développement : 73,6%** contre **70,6%** à fin novembre, notamment pour le paiement :
 - au profit de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (**CEEAC**) ;
 - de la paie complémentaire des 345 diplomates ;
 - des frais de fonctionnement pour les ambassades et consulats généraux des Zones Dollars et Euros ;
 - des arriérés de salaire, frais de mission et frais de fonctionnement en faveur du Bureau d'accompagnement en **RDC** de l'Union Panafricaine de la Jeunesse.

Handwritten signature and date in blue ink, possibly reading 'DDBai' and '15/12/15'.

Graph.3 : Exécution en pourcentage par Axes du PAG

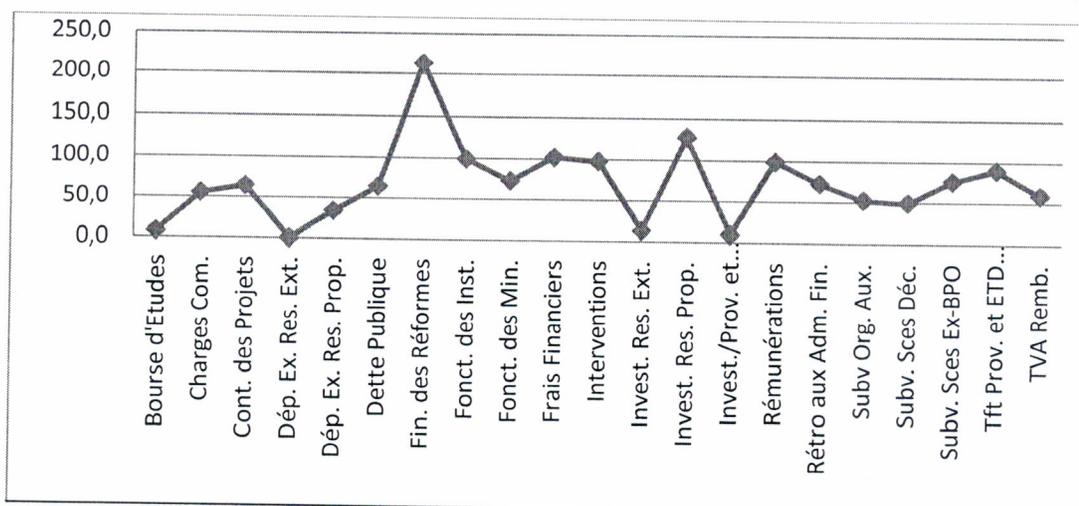


Par ailleurs, il faut noter que le deuxième axe a connu une baisse de taux d'exécution, tandis qu'un mouvement inverse pour les cinq autres.

III. L'exécution des dépenses par rubrique peut être résumée de la manière suivante :

- **Bourse d'études** : 190.124.169 FC contre 2.500.000.000 FC de prévision, soit un taux d'exécution de 7,6% ;
- **Dette publique en capital** : 153.003.768.229 FC contre 236.806.650.000 FC, de prévision, soit un taux d'exécution de 64,6% ;
- **Frais financiers** : 106.692.015.784 FC contre 104.494.876.000 FC de prévision, soit un taux d'exécution de 102,1% ;
- **Rémunérations** : 1.806.088.964.354 FC contre 1.821.579.445.853 FC de prévision, soit un taux d'exécution de 99,1% ;
- **Fonctionnement des Institutions** : 338.605.941.775 FC contre une prévision de 341.852.519.238 FC, soit un taux d'exécution de 99,1% ;
- **Fonctionnement des Ministères** : 485.092.993.355 FC contre une prévision de 664.868.649.001 FC, soit un taux d'exécution de 73,0% ;
- **Transferts aux Provinces et ETD (40%)** : 1.021.489.309.858 FC répartis comme suit :
 - rémunération : 702.235.378.161 FC contre une prévision de 684.971.363.429 FC, soit un taux d'exécution de 102,5% ;
 - **fonctionnement** : 217.819.888.478 FC, contre une prévision de 241.698.100.000 FC, soit un taux d'exécution de 90,1% ;
 - **investissement** : 101.434.043.219 FC contre une prévision de 1.103.421.370.195 FC, soit un taux d'exécution de 9,2% ;
- **Subvention aux organismes auxiliaires et aux services ex-BPO**, ont respectivement : 29.180.838.117 FC et 17.591.132.192 FC contre 55.634.753.494 FC et 23.050.918.499 FC des prévisions, dégagant ainsi respectivement, des taux d'exécution de 52,5% et de 76,3%. Le niveau des dépenses sur **subventions aux services déconcentrés** s'élève à 4.006.755.035 FC contre une prévision de 8.095.355.162 FC, soit un taux d'exécution 49,5% ;
- **La TVA remboursable** : 375.763.000.000 FC contre une prévision de 632.081.466.695 FC, soit un taux d'exécution 59,4%.

Graph.4 : Exécution en pourcentage par rubriques budgétaires

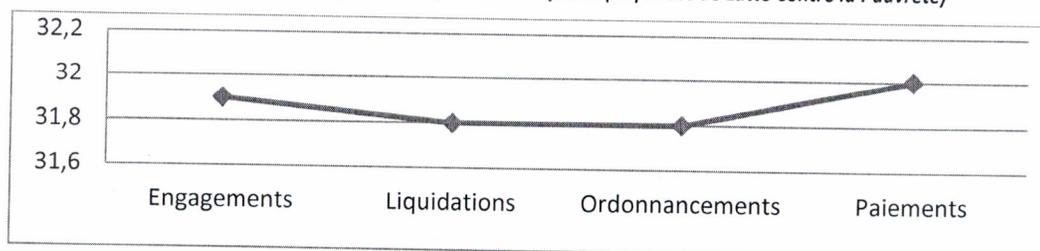


Les dépenses exceptionnelles sur ressources extérieures demeurent à ce jour sans engagement.

IV. Une moyenne de 30% a été observée dans l'exécution des dépenses de Lutte Contre la Pauvreté par rapport au total des dépenses totales. Ainsi, elles se présentent comme suit :

- Engagements : 1.450.517.023.818 FC, soit 31,9% ;
- Liquidations : 1.438.469.523.073 FC, soit 31,8% ;
- Ordonnancements : 1.427.496.149.676 FC, soit 31,8% ;
- Paiements : 1.421.732.620.328 FC, soit 32,0%.

Graph.5: Exécution en pourcentage des étapes de la dépense (Dépenses de Lutte Contre la Pauvreté)



Fait à Kinshasa, le

Pour le Directeur-Chef de Service
en mission,

Martin MUKUNGILUA LUTULILWA

Chief de Division

